

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 1er décembre 2022

Nos réf. : SAU/VR/MT n° 22-424

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



ACCURIDE

5 avenue du Président René Coty
BP 7 - 10601 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005701965

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 juillet 2022 dans l'établissement ACCURIDE implanté 5 avenue du Président René Coty BP 7 10601 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. L'inspection a été annoncée le 28 juin 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 6 juillet 2022 s'inscrit dans le cadre de l'action collective de la DREAL GRAND EST 2022 sur les rejets aqueux dans le milieu naturel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACCURIDE
- 5 avenue du Président René Coty BP 7 10601 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005701965
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

Usine installé depuis 1957, l'activité du site Accuride Wheels consiste en la fabrication de roues en tôle, à destination notamment des constructeurs automobile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action surveillance des rejets dans l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Lettre de suite préfectorale	
10	Rejets substances dangereuses dans l'eau	Arrêté Ministériel du 9 avril 2019, article 24	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
2	Installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
7	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
8	Déclaration Annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
9	Modifications et Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 02/07/2013, article 1.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé deux non-conformités nécessitant une action corrective de l'exploitant.

Sous un délai de 6 mois, l'exploitant est tenu de faire part de la solution technique appropriée et des résultats d'analyse justifiant le retour à la conformité.

Sur la base des éléments transmis sur le positionnement relatif aux rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE), l'inspection des installations classées demande de compléter le positionnement avec les paramètres RSDE non étudiés jusqu'alors et de faire part des résultats de l'étude de compatibilité milieu sous un délais de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence et accès aux points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). (...) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence du point de prélèvement aménagé au niveau du rejet n°1 en sortie de la station physico-chimique et biologique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2022, Entretien et suivi des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement (...) sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les conduites des installations de traitement sont curées et inspectées une fois par an. (passage caméra) Des alarmes sont présentes en continu pour contrôler les principaux paramètres : turbidité, pH et débit. Les résultats des mesures sont portés sur un registre informatisé et transmis périodiquement à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mesure du débit & Prélèvement asservi au débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque les flux [définis dans cette article] sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective. 1°) la détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. 2°) lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le flux maximal journalier autorisé au point de rejet n°1 est de 720m ³ . L'exploitant respecte les dispositions de cet article. Les débits de rejet sont mesurés en continu avec enregistrement automatique des résultats. Le point de rejet n°1 est également muni d'un dispositif de prélèvement automatique des échantillons asservi au débit. Les échantillons sont conservés dans une enceinte maintenue à une température inférieure à 5°C.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Programme de surveillance & Fréquences de mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Le programme de surveillance des émissions est fixé par l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juillet 2013. Le programme d'autosurveillance est réalisé conformément aux dispositions réglementaires précitées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. [...] Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.
Constats : Toutes les valeurs limites sont respectées excepté pour les nitrites (dépassement supérieur à 2 fois la VLE (2 mg/L)). Suite à la visite d'inspection du 9 juillet 2021, l'inspection des installations classées avait déjà constaté ces dépassements et avait demandé à l'exploitant de transmettre davantage d'éléments concrets quant à la mise en œuvre de la solution avancée et des délais de réalisation. Suite à la visite d'inspection du 5 juillet 2022, l'exploitant a transmis un premier rapport d'étude visant à identifier et quantifier les sources de NO2 et de proposer des solutions technico-économiques adaptées garantissant la conformité de rejets. Afin de répondre aux exigences de conformité à la VLE de 2mg/L pour les nitrites, l'exploitant a fourni par mail le 27 juillet 2022 le planning du plan d'action, à savoir : <ul style="list-style-type: none">_ fin août/début septembre : mesures complémentaires sur site_ fin septembre : installation du pilote BIOFOR DN_ octobre/novembre : essais in situ afin de dimensionner l'installation future_ début décembre : proposition technico-économique chiffrée_ avant la fin de l'année : décision de la direction
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission des résultats via GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'exploitant déclare mensuellement sur GIDAF les résultats de son autosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, contrôle de recalage & Exigence accréditation et agrément
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (..) S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.
Constats : L'exploitant a réalisé le dernier contrôle de recalage par un organisme accrédité le 10 avril 2021. Ce contrôle ne fait pas apparaître de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déclaration Annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Complétude de la déclaration GERP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : <ul style="list-style-type: none">- les émissions (...) dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II (...) dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe (...);- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret (...) Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : La consultation de la base de données GERP fait état d'un taux de validation à 100 %. La déclaration a été réalisée le 16/03/2022 La déclaration GERP relative au prélèvement d'eau total fait état de 62 999m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Modifications et Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2013, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet
Constats : Par courrier le 26 août 2022, l'exploitant a porté à la connaissance de la préfecture de la mise à disposition pour la société SECABAT d'une surface de 300 m ² dans le bâtiment 25 pour un stockage de matériel nécessaire à leur activité industrielle. Cette mise à disposition est effective depuis le 21 juin 2022 et remplace celle de la société EPPE qui a pris fin le 9 juin 2022. Le stockage maximal prévu pour la société SECABAT dans le bâtiment 25 correspond à un volume de 535,5 m ³ venant s'ajouter au stockage maximal de 184 512 m ³ initialement autorisé par arrêté préfectoral. Les seuils de l'autorisation à 90000 m ³ ne sont donc pas dépassés et cette modification est jugée notable et non substantielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rejets substances dangereuses dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement de surface
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu. Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en matière de: - compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I); - réduction ou suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).
Constats : Voir lettre de suite préfectorale
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale